



Enquête Eurochambres 2013

Un diagnostic alarmant des entreprises: 2013 sera une année décisive pour le Luxembourg

L'enquête Eurochambres 2013 (EES2013)¹ révèle des prévisions fortement pessimistes en termes de climat des affaires. La détérioration du moral des chefs d'entreprises entamée lors des précédentes enquêtes est confirmée. L'enquête 2013 se place dans un contexte de crise économique et financière qui perdure et qui s'est transformée en une crise de confiance des entrepreneurs et des investisseurs. L'emploi, moteur historique de la croissance au Luxembourg, devrait poursuivre sa décélération en 2013. Le manque de confiance en l'avenir, amplifié par l'absence de mesures structurelles ambitieuses du Gouvernement pèsent plus que jamais sur les investissements. Le Luxembourg plie sous le poids des incertitudes mais ne rompt pas ... jusqu'à quand?

La crise économique et financière que traverse l'économie mondiale a un impact significatif sur les entreprises européennes en général, et luxembourgeoises, en particulier. Pour beaucoup d'entre elles, les coûts de production ont progressé rapidement, et plus vigoureusement que les gains de productivité le permettent, avec des effets négatifs sur leurs marges ainsi que sur la confiance des entreprises en

l'avenir, ce qui affecte logiquement leur propension à investir et à recruter.

L'enquête EES2013, qui sera analysée tout au long de ce présent dossier, met en évidence une contraction des **résultats en 2012** par rapport à ceux de 2011: les perceptions des firmes quant au «climat des affaires» sont particulièrement alarmantes.

S'agissant des **prévisions pour 2013**, elles s'avèrent décevantes peu importe

l'indicateur analysé: les réponses positives s'effondrent, les anticipations négatives grimpent en flèche et la part des entreprises misant sur une stabilité reste à des niveaux très élevés. Les entreprises sont particulièrement pessimistes quant à l'appréciation du climat des affaires, et dans une moindre mesure, en ce qui concerne les investissements.

En raison de l'évolution conjoncturelle volatile et de la situation diffi-

¹ Cette 20^e enquête Eurochambres, l'EES2013, apprécie l'évolution des principaux indicateurs de la vie économique en 2012 et met en évidence les prévisions des entreprises pour l'année 2013. L'enquête appréhende, en outre, les différences entre le secteur manufacturier et le secteur des services, et livre, par ailleurs, une analyse sur base de la taille des entreprises. La méthodologie complète est explicitée dans l'encart y consacré à la fin du dossier.

cile au niveau macroéconomique et des finances publiques dans plusieurs pays membres de la zone euro, les indicateurs replongent vers les niveaux de l'année 2009, année de crise par excellence. Les entreprises luxembourgeoises sont moroses et inquiètes pour l'année 2013, comme l'indique le tableau 1.

■ 1. Contexte macroéconomique sous-jacent à l'enquête Eurochambres 2013²

Les problèmes structurels auxquels fait face actuellement le Luxembourg n'ont pas été provoqués par la crise, mais mis à nu et renforcés par celle-ci. Naguère, la croissance annuelle à deux chiffres du secteur financier a généré un rendement fiscal enviable et en hausse permanente. Aujourd'hui, la valeur ajoutée du secteur financier est baissière. Auparavant, un tissu industriel diversifié et performant soulignait les performances économiques du Luxembourg en dehors des services, tout en créant des emplois moins qua-

lifiés. Actuellement, les usines ferment, les unités se délocalisent et les emplois disparaissent. La chute de la productivité et la progression du coût salarial rendent la pérennisation des sites industriels très difficile.

La production industrielle est en berne, la productivité du travail continue de se dégrader et le coût salarial est plus que jamais dissocié du contexte économique. Alors que l'environnement conjoncturel a connu une forte dégradation et une grande incertitude, quatre tranches indiciaires ont été allouées entre 2008 à 2011, et la cinquième est venue à échéance le 1^{er} octobre 2012. En dehors des hausses du salaire social minimum au 1^{er} janvier 2009 et 2011 (voire 2013), le coût salarial a donc connu une hausse de 12,5 % sans que la richesse produite n'ait progressé, engendrant ainsi une dégradation de la productivité et une exacerbation des risques qui y sont associés (hausse des faillites, licenciements, délocalisations, etc.).

La conséquence de cet état des lieux inquiétant est double: d'une part, les indicateurs macroéconomiques qui se dégradent rapidement compliquent l'effort de consolidation budgétaire. D'autre part, le rattrapage économique, suite à la crise ayant démarré début 2008, n'est toujours pas achevé. En l'occurrence, le PIB de fin 2011 demeure, en volume, toujours 0,4 % en-deçà de sa valeur quatre ans auparavant. En incluant 2012, la croissance aura été la grande absente des 5 dernières années. Etant donné le taux de croissance historique élevé de l'économie luxembourgeoise (croissance moyenne de 5 % sur la période 1995-2007), ce constat montre à quel point la récession est à la fois profonde et durable.

L'appareil productif du Grand-Duché ne génère plus une dynamique de création de valeur supérieure à celle enregistrée dans les pays voisins, ce qui impacte considérablement sa capacité à créer de nouvelles bases taxables et à assurer un rythme élevé au niveau des recettes fis-

■ Tableau 1: Baromètre des prévisions des différents sous-secteurs pour 2013

Soldes (Différence entre les réponses favorables et les réponses défavorables) et, entre parenthèses, pourcentage d'entreprises estimant que la situation restera inchangée.

Secteurs	Climat des affaires	Chiffre d'affaires			Emploi	Investissements
		global	national	à l'exportation		
A: «Fabrication de produits métalliques, machines et matériel de transport»	-48,1 (46,1 %)	-1,1 (55,4 %)	-8,4 (71,0 %)	8,0 (62,4 %)	-3,6 (58,5 %)	-7,9 (54,7 %)
B: «Autres industries manufacturières»	-33,7 (61,2 %)	4,4 (48,7 %)	1,6 (50,6 %)	-1,9 (46,6 %)	-0,1 (76,9 %)	-6,9 (55,9 %)
C: «Construction»	-39,2 (54,4 %)	-13,7 (61,7 %)	-10,6 (60,6 %)	-8,0 (47,4 %)	-12,0 (71,0 %)	-9,3 (65,1 %)
D: «Vente en gros et détail, réparations, hôtels, restaurants»	-30,1 (47,4 %)	6,9 (50,7 %)	5,7 (53,9 %)	-0,6 (60,3 %)	-1,4 (77,9 %)	-1,4 (59,6 %)
E: «Transport, entreposage et communication»	-32,4 (52,2 %)	0,0 (56,0 %)	-4,3 (57,6 %)	-0,8 (77,8 %)	-5,4 (70,5 %)	-8,5 (65,5 %)
F: «Intermédiation financière et activités auxiliaires, autres activités de services»	-20,2 (52,4 %)	30,8 (44,8 %)	28,2 (47,4 %)	33,2 (45,2 %)	14,1 (62,9 %)	5,5 (68,1 %)
G: «Autres (exploitations minières, carrières et électricité, gaz et eau)»	-14,7 (85,3 %)	29,4 (70,6 %)	14,7 (85,3 %)	50,0 (50,0 %)	14,7 (56,0 %)	29,3 (41,3 %)
Industrie manufacturière (A+B+C+G)	-38,9 (55,1 %)	-8,1 (59,1 %)	-7,7 (61,1 %)	0,8 (51,8 %)	-8,4 (69,8 %)	-7,7 (61,7 %)
Services (D+E+F)	-26,5 (50,1 %)	15,2 (49,2 %)	13,1 (51,9 %)	11,8 (57,4 %)	4,1 (70,9 %)	0,2 (63,8 %)
ECONOMIE TOTALE	-30,4 (51,7 %)	7,9 (52,3 %)	6,4 (54,8 %)	7,8 (55,4 %)	0,1 (70,5 %)	-2,2 (63,2 %)

Remarque: L'indicateur est en rouge lorsque le solde (différence entre les réponses favorables et les réponses défavorables) est négatif; en orange lorsque le solde se situe entre 0 et 20 points et en vert lorsque le solde est supérieur à 20 points.

² L'enquête Eurochambres 2013 a été réalisée dans les entreprises au cours des 1^{er} et 2^e semaines d'octobre 2012.

cales. Parallèlement, le Luxembourg n'adapte pas l'évolution des dépenses publiques à cette nouvelle donne, de sorte que les déficits se creusent.

Quant au moral des entrepreneurs, il est au plus bas. La confiance des chefs d'entreprises en l'avenir plonge à des niveaux rarement atteints, ce qui impacte leur propension à engager et à investir. Le Luxembourg doit aider ses entreprises à sortir de ce cercle négatif s'il veut retrouver le chemin de la croissance et ses performances macroéconomiques d'antan.

Une analyse plus approfondie du contexte macroéconomique en 2012 et en 2013 dépassant le cadre du présent dossier, la Chambre de Commerce n'at-

tend pas y revenir de façon exhaustive et renvoie le lecteur intéressé à son avis sur le projet de budget de l'Etat 2013³ ainsi qu'à sa «photo mensuelle de l'économie luxembourgeoise» (publiée dans la section ECONOMIE de ce *Merkur*) pour plus de détails.

Dans la suite de ce dossier, l'évolution, entre 2011 et 2012, des différents indicateurs sera dans un premier temps analysée. La Chambre de Commerce reviendra ensuite sur les perspectives pour 2013.

■ 2. Evolutions entre 2011 et 2012

2.1. Climat des affaires: profondes inquiétudes des entreprises

La dégradation profonde des résultats relatifs au climat des affaires est alarmante puisqu'elle touche tant le

secteur des services que de l'industrie manufacturière. Selon les chefs d'entreprises interrogés, le climat des affaires en 2012 au Luxembourg est considéré comme le deuxième plus mauvais depuis 2004. En effet, seule l'année 2009, année de crise et d'incertitudes par excellence, est considérée comme plus morose.

Près de la moitié des entreprises interrogées, tant dans l'industrie manufacturière que dans les services, estiment que le climat des affaires est resté identique entre 2011 et 2012. Or, cette stabilité ne peut être ici considérée comme un élément encourageant étant donné que l'environnement économique en 2011 était déjà perçu comme maussade.

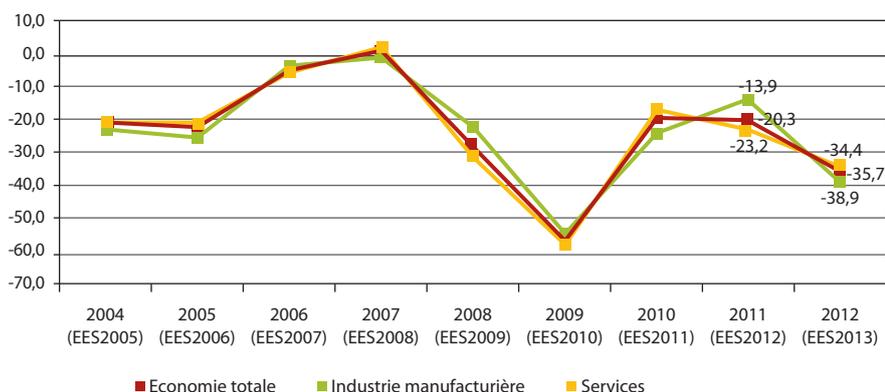
Des **disparités sous-sectorielles**⁵ sont visibles s'agissant de la perception de l'environnement économique.

Au sein du **secteur industriel et manufacturier**, ce sont les «autres industries manufacturières» (secteur d'activité B) qui affichent les résultats les plus négatifs quant à l'évolution de l'environnement économique entre 2011 et 2012. Seulement 2,1 % des chefs d'entreprises ayant participé à l'enquête EES2013 rapportent que l'environnement économique a été plus favorable en 2012 qu'en 2011.

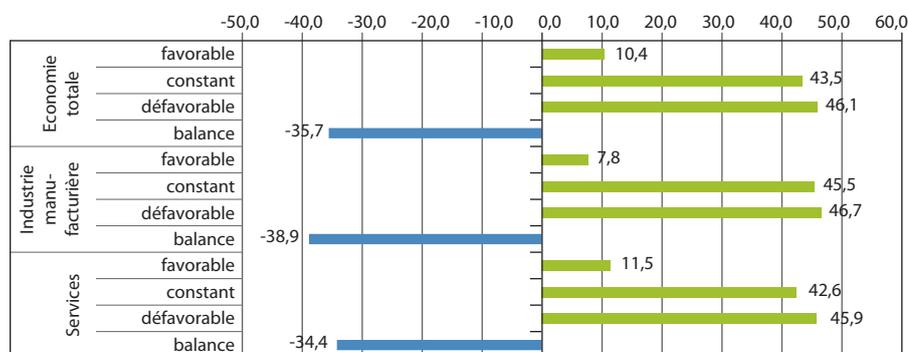
La situation n'est guère plus encourageante dans les autres secteurs manufacturiers, puisque, par exemple, aucune entreprise du *secteur G* («Autres (exploitations minières, carrières et électricité, gaz et eau)») n'estime que l'environnement économique se soit amélioré entre les deux années susmentionnées. Plus de 70 % d'entre elles indiquent qu'il est resté constant et donc peu favorable. Pourtant les plus optimistes lors de la précédente enquête Eurochambres, les entreprises du *secteur A*, «Fabrication de produits métalliques, machines et matériel de transport», montrent, quant à elles, un pessimisme très prononcé et sont plus de la moitié à estimer que l'environnement économique s'est dégradé entre 2011 et 2012, et 39 % à ne voir aucun changement.

Des telles évolutions sont d'autant plus dommageables que le Luxembourg fait face, depuis un certain nombre

Graphique 1:
Climat des affaires/Soldes nets⁴ de l'économie totale



Graphique 2: Climat des affaires/«Comparé à 2011, l'influence de l'environnement économique sur votre entreprise en 2012 a été ...»



³ L'avis budgétaire de la Chambre de Commerce est disponible sur son site Internet: www.cc.lu.

⁴ Pour le climat des affaires, les soldes correspondent à la différence entre le pourcentage d'entreprises ayant choisi la réponse «climat des affaires plus favorable en 2012 par rapport à 2011» et le pourcentage d'entreprises ayant répondu «climat des affaires moins favorable en 2012 par rapport à 2011».

⁵ Les différents sous-secteurs sont repris dans l'encart consacré à la méthodologie, placé à la fin du dossier.

d'années déjà, à un véritable problème structurel de désindustrialisation; cette tendance risque donc de perdurer, voire de s'aggraver.

Dans les **services**, même si les entreprises estimant une amélioration du climat des affaires entre 2011 et 2012 sont légèrement plus nombreuses que dans l'industrie, leur pourcentage ne dépasse pas les 15 %. S'agissant du nombre de réponses défavorables enregistrées, les trois sous-secteurs sous revue restent fortement pessimistes avec 49 % dans le *secteur D* (*Vente en gros et détail, réparations, hôtels, restaurants*); 52 % pour le *secteur E* (*Transport, entreposage et communication*) et 40 % pour les *entreprises du secteur F*, (*Intermédiation financière et activités auxiliaires, autres activités de services*).

Outre les secteurs d'activités, la **taille des entreprises** a également un impact sur les résultats. Dans le **secteur industriel et manufacturier**, aucune entreprise de *plus de 250 personnes* n'estime que l'environnement économique se soit amélioré en 2012. Plus de 72 % des entreprises comptant *entre 100 et 249 personnes* rapportent une situation en termes de climat des affaires encore plus défavorable en 2012 qu'en 2011.

Les résultats sont similaires dans les **services** puisque l'ensemble des résultats sont teintés d'une forte connotation négative. L'analyse du «meilleur résultat» est en la preuve: alors que les entreprises employant entre 50 et 99 personnes sont celles enregistrant les résultats les moins négatifs, elles restent tout de même 49 % à estimer que le climat des affaires est resté constant et 38 % à penser qu'il s'est détérioré.

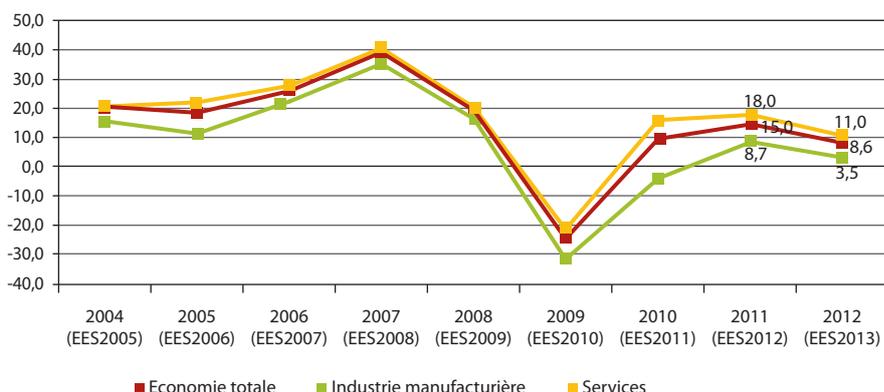
En ce qui concerne la distinction des entreprises selon **l'orientation géographique de leurs activités** (c'est-à-dire marché national ou marché à l'exportation), les réponses sont fortement similaires et, à nouveau, largement moroses, la crise étant mondiale.

2.2. Chiffre d'affaires total, national et à l'exportation: un contexte économique mondial qui plombe les activités

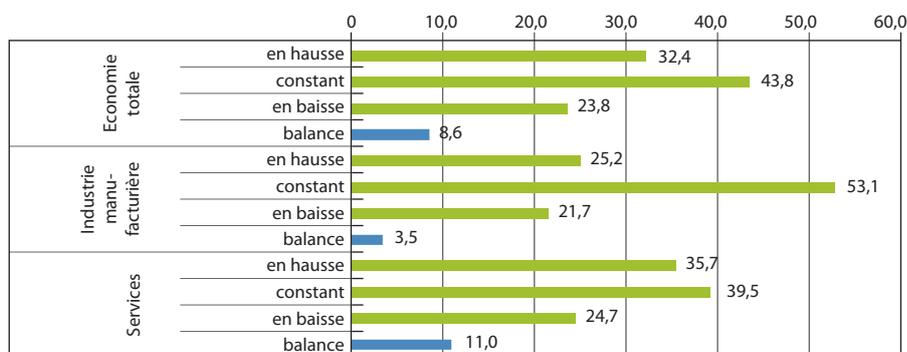
• Chiffre d'affaires total

La reprise entamée en 2010, et qui s'est timidement poursuivie en 2011, connaît un arrêt net en 2012 en ce qui concerne l'évolution du **chiffre d'affaires**

Graphique 3:
Chiffre d'affaires/Soldes nets⁶ de l'économie totale



Graphique 4: Chiffre d'affaires total/«Comparé à 2011, votre chiffre d'affaires en 2012 est ...»



fares total (CA). Par conséquent, les niveaux d'avant-crise s'éloignent à nouveau. De plus, les coûts des facteurs de production ayant progressé rapidement, un chiffre d'affaires peut augmenter, en termes nominaux, même si, en termes réels, l'entreprise concernée est obligée de revoir son niveau de production à la baisse. Cette baisse des chiffres d'affaires aurait donc pu s'avérer plus importante. Le chiffre d'affaires est un indicateur purement monétaire, qui comprend notamment l'inflation, et, de ce fait, recèle sans doute d'une importance moindre qu'un indicateur qualitatif comme le climat des affaires.

Alors que la majorité des entreprises de **l'industrie** ayant participé à l'EES2013 estime que la situation en termes de chiffre d'affaires est restée constante entre 2011 et 2012, elles sont plus de 20 %, soit 1 entreprise sur 5, à indiquer une baisse de leur chiffre

d'affaires entre ces deux années et 25 % à avoir connu une hausse de celui-ci. L'évolution dans le **secteur des services** est relativement semblable, 40 % des entreprises estimant que leur chiffre d'affaires est constant, 36 % indiquant qu'il est en hausse et 25 %, soit 1 entreprise sur 4, connaissant une baisse de ce dernier. Les résultats sont donc somme toute très mitigés.

Au sein des trois **sous-secteurs des services**, le nombre d'entreprises ayant enregistré une hausse de leur chiffre d'affaires total entre 2011 et 2012 reste supérieur au pourcentage de firmes rapportant une baisse de ce dernier. Dans le **secteur manufacturier**, les résultats sont particulièrement pessimistes dans le *secteur A*, (*Fabrication de produits métalliques, machines et matériel de transport*) puisque plus d'entreprises rapportent une baisse de leur chiffre d'affaires qu'une hausse. Plus de 50 % d'entre elles ont

⁶ Pour le chiffre d'affaires total, les soldes correspondent à la différence entre le pourcentage d'entreprises ayant choisi la réponse «chiffre d'affaires en hausse en 2012 par rapport à 2011» et le pourcentage d'entreprises ayant répondu «chiffre d'affaires en baisse en 2012 par rapport à 2011».

toutefois vu leur chiffre d'affaires stagne. Les appréciations des entreprises du *secteur G* («Autres (exploitations minières, carrières et électricité, gaz et eau)») sont quant à elles relativement optimistes, 56 % des entreprises interrogées connaissant une hausse de leur chiffre d'affaires.

S'agissant des résultats selon la **taille des entreprises du secteur manufacturier**, 46 % des firmes occupant *entre 100 et 499 personnes* et 67 % de celles employant *entre 500 et 999 personnes* déclarent une détérioration de leur chiffre d'affaires en 2012 par rapport à 2011. Les résultats sont plus disparates dans les **services** puisque 32 % des entreprises comptant *entre 250 et 499 personnes* rapportent une hausse de leur chiffre d'affaires contre 67 % pour les entreprises appartenant à la classe de taille *500-999 personnes*. Les différences entre les réponses «CA en hausse» et «CA en baisse» restent positives, voire nulles.

• Chiffre d'affaires national et à l'exportation

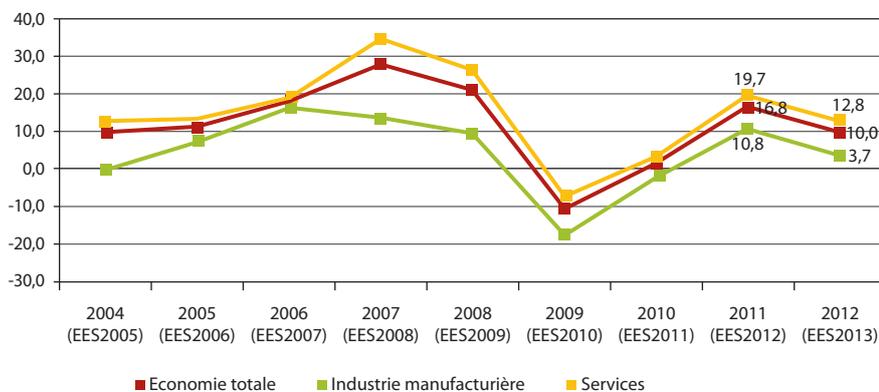
Les entreprises peuvent être distinguées selon qu'elles réalisent leurs activités uniquement sur le sol luxembourgeois ou qu'elles exportent une partie, voire la (quasi) totalité, de leur production.

En matière de **chiffre d'affaires national** pour 2012, l'évolution est similaire à celle enregistrée par le chiffre d'affaire total, à savoir une pause dans la tendance globalement haussière en vigueur depuis 2009. Un large pourcentage des entreprises des deux secteurs de l'économie ont toutefois indiqué que leur chiffre d'affaires national était resté constant entre 2011 et 2012. Les résultats sont plus inquiétants dans les entreprises des secteurs manufacturiers *A* («Fabrication de produits métalliques, machines et matériel de transport») et *B* («Autres industries manufacturières») et dans les entreprises comptant *entre 100 à 499 personnes* puisqu'elles sont

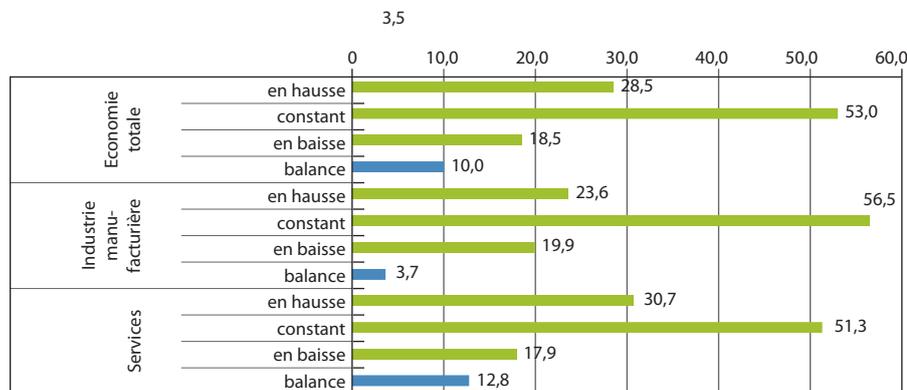
entre 30 % et 40 % à avoir vu leur chiffre d'affaires national reculer.

En termes de **chiffre d'affaires à l'exportation** pour 2012, les résultats dans les différents secteurs de l'économie et pour les différentes catégories de taille sont fortement hétérogènes et peu optimistes. Eu égard au degré d'ouverture de l'économie luxembourgeoise et étant donné l'orientation quasi exclusivement transfrontalière de pans entiers de l'appareil de production, ces évolutions négatives en matière de chiffre d'affaires sont particulièrement inquiétantes. S'agissant des **différences sectorielles**, les évolutions sont à nouveau plus pessimistes dans le **secteur manufacturier** puisque dans trois secteurs sur quatre (sauf le secteur G), les entreprises enregistrant une baisse de leur chiffre d'affaires à l'exportation sont plus nombreuses que celles ayant connu une hausse de ce dernier. Ainsi, le résultat global pour l'ensemble du secteur manufacturier est négatif. Pour le **secteur des services**, les réponses sont plus nuancées concernant la baisse de l'indicateur sous revue entre 2011 et 2012 et une part importante des firmes des trois sous-secteurs indiquent que leur chiffre d'affaires est resté stable au cours de cette période. En termes de **distinction selon la taille**, les entreprises employant *plus de 100 personnes* sont particulièrement impactées par la crise au vu des soldes entre les réponses «CA en hausse» et «CA en baisse» fortement négatifs. Plus de 50 % des entreprises de *plus de 250 personnes* indiquent une chute de leur chiffre d'affaires à l'exportation entre 2011 et 2012.

Graphique 5:
Emploi/Soldes nets⁷ de l'économie totale



Graphique 6: Emploi/«Comparé à 2011, l'évolution de l'effectif dans votre entreprise en 2012 est ...»



2.3. Evolution de l'emploi: changement de paradigme depuis le début de la crise

Après une chute entre 2008 et 2009 jamais connue auparavant depuis l'instauration de l'enquête Eurochambres, l'indicateur relatif à l'évolution des effectifs avait retrouvé le chemin de la croissance, mais cette tendance positive a connu un arrêt brusque en 2012. Plus de 50 % des entreprises ayant répondu à l'enquête EES2013 indiquent que leur effectif est resté stable entre 2011 et 2012, tendance qui se maintient par rapport à l'enquête précédente. Il est à

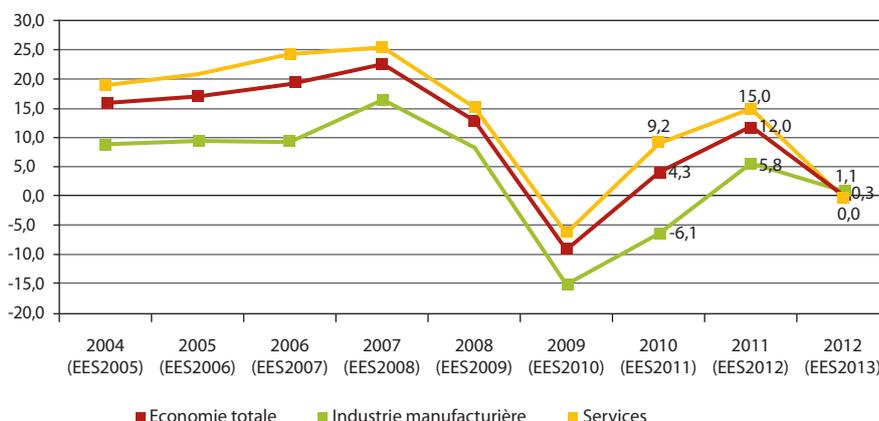
⁷ Pour l'emploi, les soldes correspondent à la différence entre le pourcentage d'entreprises ayant choisi la réponse «emploi en hausse en 2012 par rapport à 2011» et le pourcentage d'entreprises ayant répondu «emploi en baisse en 2012 par rapport à 2011».

noter à cet égard que, par rapport aux taux de croissance historiques de l'emploi au Grand-Duché du Luxembourg, même une relative stagnation de l'emploi, traduite par un taux de réponse important eu égard au maintien d'effectifs stables, a comme conséquence de faire apparaître des déséquilibres manifestes au niveau de financement du système de protection sociale.

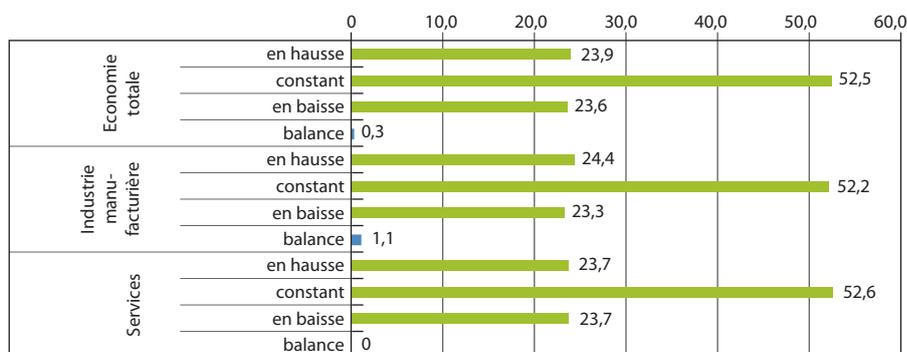
En termes d'emploi aussi, des **différences sectorielles** persistent. Bien que dans le **secteur manufacturier** le solde, correspondant à la différence entre le pourcentage d'entreprises ayant choisi la réponse «hausse de l'emploi entre 2011 et 2012» et le pourcentage d'entreprises ayant répondu «baisse de l'emploi entre 2011 et 2012», soit positif, il reste inférieur à celui des **services**. Ces résultats sont toutefois à nuancer puisque 57 % des entreprises des branches industrielles et 51 % des entreprises de services déclarent que leur effectif est resté stable entre 2011 et 2012. Cette évolution confirme néanmoins aussi que la dégradation continue de la compétitivité de l'économie luxembourgeoise, en général, et dans le secteur industriel en particulier, amène les chefs d'entreprises à freiner les embauches sous toile de fond d'un niveau d'activité futur pour le moins incertain.

Dans les **sous-secteurs manufacturiers**, c'est le secteur *B*, «Autres industries manufacturières», qui affiche les résultats les plus défavorables en termes de solde. Toutefois, 59 % des entreprises indiquent une stabilité de leur effectif entre 2011 et 2012. Le secteur *G* («Autres (exploitations minières, carrières et électricité, gaz et eau)») enregistre, quant à lui, les résultats plus encourageants s'agissant du solde, bien que la réponse «stabilité de l'emploi entre 2011 et 2012» prédomine à nouveau largement (71 % des entreprises interrogées). Dans les **services**, les soldes des trois sous-secteurs restent positifs, indiquant une hausse de l'effectif au sein de ces derniers entre 2011 et 2012. La part très importante d'entreprises estimant que l'effectif est resté stable montre toutefois qu'il n'y a pas eu de croissance franche de l'emploi au cours de la période sous revue.

Graphique 7: Investissements/Soldes nets⁸ de l'économie totale



Graphique 8: Investissements/«Comparé à 2011, le niveau de vos investissements en 2012 est ...»



Lorsqu'est prise en compte la **taille des entreprises** interrogées, deux tendances apparaissent au sein de l'économie. Alors que pour les entreprises comptant entre *10 et 499 personnes*, la fréquence de la réponse «stabilité de l'emploi» est d'environ 50 %, ce taux n'atteint que 13 % pour les entreprises de *plus de 500 personnes*, une part importante de ces dernières indiquant une hausse de leur effectif entre 2011 et 2012. Compte tenu de la taille de l'échantillon en question, il est cependant essentiel d'interpréter les résultats avec grande prudence.

2.4. Investissements: le moral en baisse impacte la propension à investir

Alors que les investissements des entreprises avaient retrouvé un certain dynamisme depuis 2010, cette tendance s'essouffle, sous toile de fond

d'une crise de confiance des entrepreneurs et des investisseurs. Dans cette enquête EES2013, une certaine stabilité est encore de mise puisque 52,5 % des entreprises affirment que leur niveau d'investissements a été constant en 2012. 23,9 % des entreprises interrogées indiquent que leurs investissements ont augmenté entre 2011 et 2012, tandis que 23,6 % déclarent une baisse de ceux-ci, le solde est quasiment nul.

Les deux secteurs de l'économie totale se caractérisent par une tendance similaire: plus de la moitié des entreprises interrogées estiment que leurs investissements sont restés stables entre 2011 et 2012. Les soldes (correspondant à la différence entre le pourcentage d'entreprises ayant choisi la réponse «en hausse» et le pourcentage d'entreprises ayant répondu «en baisse») sont quasiment nuls, indiquant un partage équi-

⁸ Pour les investissements, les soldes correspondent à la différence entre le pourcentage d'entreprises ayant choisi la réponse «investissements en hausse en 2012 par rapport à 2011» et le pourcentage d'entreprises ayant répondu «investissements en baisse en 2012 par rapport à 2011».

table entre ces deux réponses. Seulement 24,4 % des **entreprises industrielles** ont vu leurs investissements progresser entre 2011 et 2012, de même que 23,7 % des entreprises de services. Or, le plus souvent, ce sont les investissements privés d'une période donnée qui ont un effet d'entraînement sur le niveau d'activité de la période suivante et qui conditionnent le niveau d'emploi de l'avenir. L'économie luxembourgeoise a donc besoin d'une politique d'investissements dynamique afin que puisse perdurer son modèle socio-économique actuel.

Dans les **différents sous-secteurs**, le solde le plus faible de l'**industrie manufacturière** est observé dans le **secteur C** («Construction»), au sein duquel près de 23,2 % des entreprises interrogées ont connu une baisse des investissements entre 2011 et 2012. Ce pourcentage est combiné à une forte proportion d'entreprises dont le

niveau d'investissements est resté stable (55,5 %). Comme au cours de l'enquête précédente, les investissements au sein des entreprises du **secteur G** («Autres (exploitations minières, carrières et électricité, gaz et eau)») connaissent quant à eux une évolution très favorable entre 2011 et 2012, 73,4 % des entreprises de ce secteur indiquant une hausse de leurs investissements, et 11,9 % d'entre elles une stabilisation de ces derniers. S'agissant des **services**, les résultats sont plus moroses, deux des trois sous-secteurs enregistrant des résultats nets négatifs tandis que la moitié des firmes ont vu leurs investissements stagner.

Au vu des résultats, la **taille des entreprises** joue sans aucun doute un rôle en ce qui concerne les investissements réalisés au cours de la période 2011-2012, les résultats étant disparates. Alors qu'au sein des **services**, ce sont les entreprises de 500 à 999 personnes qui sont les plus

optimistes, ce sont ces mêmes entreprises qui enregistrent les plus mauvais résultats dans l'**industrie manufacturière**, ces dernières indiquant une baisse des investissements au cours de la période sous-revue. Une grande constance des investissements est de mise, indépendamment de la taille des firmes.

■ 3. Perspectives pour 2013

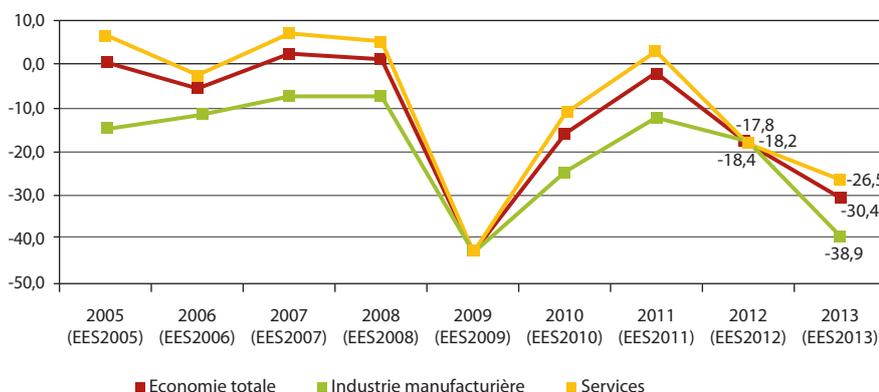
3.1. Climat des affaires: des prévisions alarmantes pour 2013

Le climat des affaires, indicateur phare de l'enquête Eurochambres pour appréhender l'état d'esprit des entrepreneurs s'agissant de l'année à venir, est alarmant. Alors que les perspectives pour 2012 étaient déjà morose. La dégringolade devrait se poursuivre en 2013. Les attentes en termes de climat des affaires sont quasiment aussi maussades que pour 2009, année de crise et de récession par excellence. Le Gouvernement luxembourgeois ne peut plus ignorer le besoin pressant d'actions concrètes et cohérentes visant à donner une bouffée d'oxygène aux entreprises.

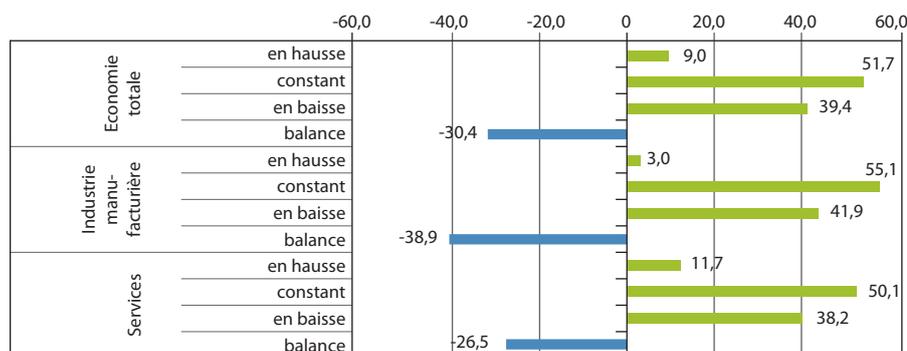
Au sein de l'économie totale, la majorité des entreprises interrogées déclarent que l'influence de l'environnement économique sera identique (51,7 %), voire pire, défavorable (39,4 %), pour leurs activités en 2013. La moitié des entreprises tablent sur une stabilité du climat des affaires ne peut en aucun cas être considéré comme un signe positif ou encourageant, au vu des résultats antérieurs de très bas niveau. Cette stagnation ne fait que prouver la gravité et la profondeur de la crise économique et financière qui touche le Luxembourg.

Au **niveau sectoriel**, les résultats en termes de perspectives indiquent le même pessimisme inquiétant pour l'année 2013, tant au sein du **secteur manufacturier** que dans les **services**, les firmes étant plus nombreuses à estimer que l'environnement économique aura une influence «défavorable» en 2013 sur leurs activités que celles qui prévoient une amélioration du climat des affaires dans les deux branches. Un pourcentage dérisoire d'entreprises prévoit une éclaircie en 2013: 3,0 % dans l'industrie et 11,7 % dans les services.

Graphique 9:
Climat des affaires/Soldes nets⁹ de l'économie totale



Graphique 10: Climat des affaires/«En 2013, l'influence de l'environnement économique sur votre entreprise sera ...»



⁹ «Autres (exploitations minières, carrières et électricité, gaz et eau)».

Les perspectives sont également décevantes si une distinction est réalisée selon la **taille des entreprises**. Peu importe le nombre de salariés dans les entreprises, les réponses positives s'effondrent, les anticipations négatives grimpent en flèche et la part des entreprises misant sur une stabilité du climat des affaires à bas régime reste à des niveaux élevés.

Tant les **firmes exportatrices** que celles orientées vers le **seul marché national** affichent un pessimisme important pour 2013. En effet, alors que les *firmes ayant des activités d'exportation* sont 41,5 % à prévoir une détérioration du climat économique pour 2013, les entreprises dont les *activités sont concentrées sur le marché luxembourgeois* sont 38,4 % à anticiper un climat économique moins favorable au cours de l'année prochaine.

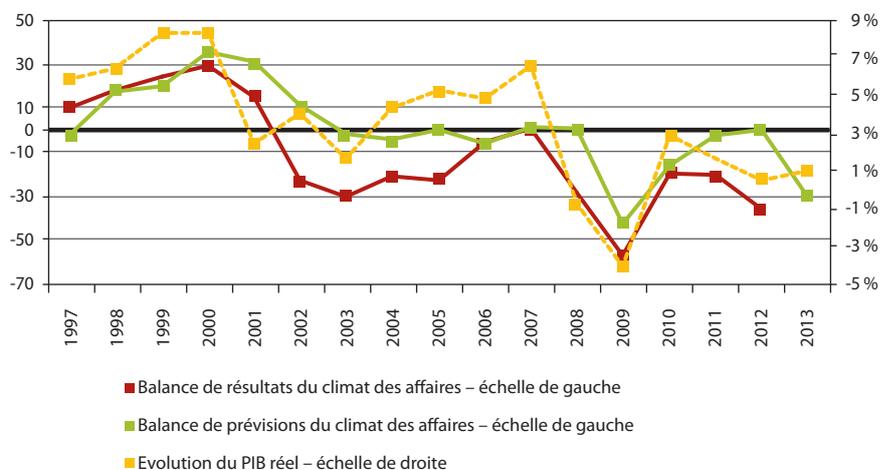
Il existe une corrélation indéniable, surtout depuis 2008 c'est-à-dire le début de la crise, entre les balances de l'économie totale relatives au climat des affaires et la croissance du PIB réel. Les perceptions des chefs d'entreprises se révèlent relativement proches de la réalité par le passé comme il ressort clairement du graphique, ce qui s'avère préoccupant au vu de l'appréciation des répondants à l'enquête EES2013.

3.2. Chiffre d'affaires total, national et à l'exportation: un environnement économique qui plombe le moral des entreprises

• Chiffre d'affaires total

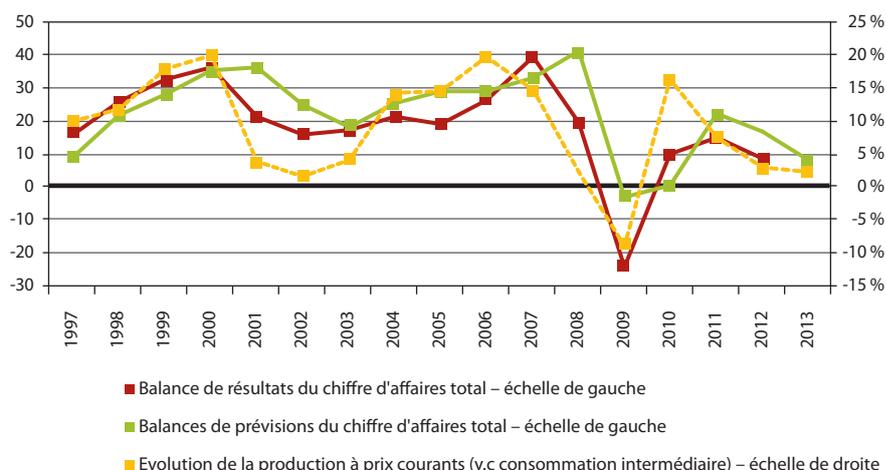
Le solde (à savoir la différence entre les réponses «en hausse» et les réponses «en baisse») en termes de chiffre d'affaires global pour 2013 est positif lorsque l'ensemble de l'économie est appréhendé mais des résultats contrastés apparaissent entre les deux secteurs de l'économie. Alors que les anticipations nettes¹¹ en termes de chiffre d'affaires total sont positives dans le secteur des services, les perspectives sont plus mitigées dans le secteur manufacturier, au sein duquel davantage d'entreprises s'attendent à une baisse de leur chiffre d'affaires total qu'à une hausse de ce dernier, engendrant ainsi

Graphique 11: Evolution des soldes¹⁰ relatifs au climat des affaires et de la croissance du PIB



Sources: STATEC, Comptes nationaux ; Projet de budget 2013 ; Enquêtes Eurochambres ; calculs Chambre de Commerce.

Graphique 12: Evolution des soldes¹² relatifs au chiffre d'affaires total et de la production à prix courants (y compris la consommation intermédiaire)



Sources: STATEC, Comptes nationaux ; Projet de budget 2013 ; Enquêtes Eurochambres ; calculs Chambre de Commerce.

un solde négatif. Ces résultats doivent toutefois être nuancés puisque plus de la moitié des entreprises des deux secteurs indiquent une stabilisation de leur chiffre d'affaires en 2013 (49,2 % pour les services et 59,1 % dans les branches industrielles).

La **répartition sectorielle** permet de distinguer diverses tendances au sein des deux secteurs sous revue. Au sein des **branches industrielles**, les «autres

industries manufacturières» (secteur B) et les entreprises du *secteur G* («Autres (exploitations minières, carrières et électricité, gaz et eau)») s'avèrent les optimistes lorsqu'il s'agit des soldes. Toutefois, dans l'ensemble des quatre sous-secteurs, la majorité des entreprises prévoit un chiffre d'affaires constant en 2013. Dans les **services**, les entreprises du *secteur F*, «Intermédiation financière et activités auxiliaires, autres activités de ser-

¹⁰ Différences entre les réponses «évolution favorable en 2013» et les réponses «évolution défavorable en 2013».

¹¹ Les résultats nets correspondent à la différence entre le pourcentage d'entreprises ayant choisi la réponse «en hausse» et le pourcentage d'entreprises ayant répondu «en baisse».

¹² Différences entre les réponses «en hausse» et les réponses «en baisse».

vices», se montrent les plus confiantes, les deux autres secteurs mettant également en évidence des prévisions relativement favorables quant à leur chiffre d'affaires en 2013, mais dans une moindre mesure. A nouveau, la constance du chiffre d'affaires est la réponse prépondérante.

En termes de **taille**, seules les entreprises comptant *entre 250 et 499 personnes* s'avèrent pessimistes concernant leur chiffre d'affaires en 2013, 48,3 % d'entre elles estimant que ce dernier baissera au cours de l'année en question.

L'évolution parallèle des balances relatives au chiffre d'affaires total et de la production des entreprises à prix courants (y compris la consommation intermédiaire), représentée dans le graphique 12, illustre à nouveau le caractère pertinent de l'enquête, et des perceptions des entreprises interrogées. Les anticipations pour 2013 s'avèrent légèrement plus optimistes que les prévisions relatives à la production à prix courants (y compris la consommation intermédiaire). Comme mentionné ci-avant, le chiffre d'affaires est toutefois un indicateur ambigu.

- **Chiffre d'affaires national et à l'exportation**

Au cœur d'une crise économique mondiale impactant fortement les débouchés et, par conséquent, les **activités des firmes exportatrices**, une grande pru-

dence est observée au vu des perspectives pour 2013 en termes de chiffre d'affaires à l'exportation. Ces anticipations s'avèrent légèrement plus positives pour les **entreprises qui exportent** que pour les **entreprises opérant uniquement sur le marché local**, en particulier au sein de l'industrie manufacturière.

Selon la **taille des firmes dont le chiffre d'affaires est national**, les perspectives diffèrent. Ce sont les entreprises comptant *entre 250 et 499 personnes* qui affichent les prévisions nettes les plus pessimistes, et de surcroît, négatives, au sein de l'économie. Peu importe leur taille, les firmes sont très nombreuses à affirmer que leur chiffre d'affaires restera stable.

Les prévisions relatives aux **entreprises qui exportent** s'avèrent davantage maussades puisque les entreprises de *plus de 250 personnes* présentent un solde net négatif: elles sont, par conséquent, plus nombreuses à prévoir une baisse de leur chiffre d'affaires à l'exportation qu'une hausse de ce dernier en 2013.

Les anticipations des chefs d'entreprises exportatrices concernant l'année 2012 se sont avérées beaucoup plus optimistes que les résultats observés. Toutefois, comme l'illustre le graphique 13, les firmes anticipent relativement bien, dans la plupart des cas, les hausses ou les baisses des indicateurs macroéconomiques. Le sens anticipé pour l'évolution s'avère, en effet, souvent conforme à la réalité.

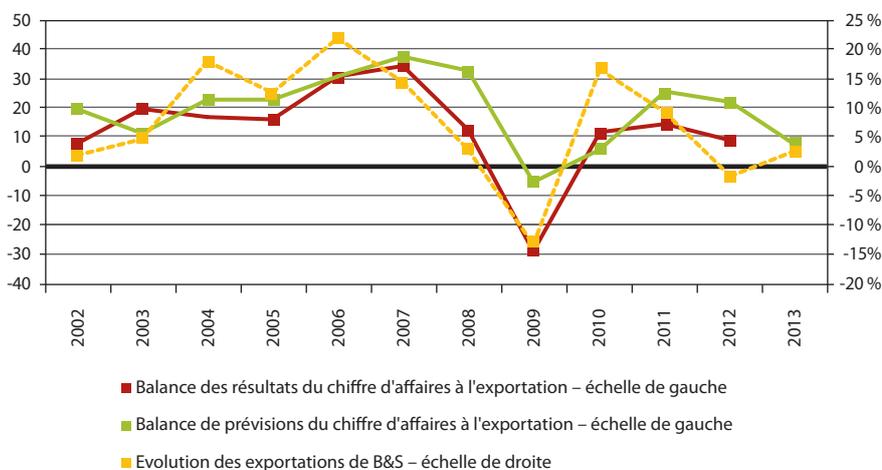
3.3. Emploi: Une propension à recruter qui ne s'améliorera pas à court terme

Plus de 70 % des firmes interrogées dans le cadre de l'enquête EES2013 prévoient que leur effectif restera stable en 2013, tandis qu'à peine 15 % d'entre elles entrevoient une hausse de ce dernier. Les prévisions diffèrent toutefois entre les chefs d'entreprises du secteur des services et ceux du secteur industriel. Tout comme pour les prévisions en termes de chiffre d'affaires, les entrepreneurs de **l'industrie manufacturière** s'avèrent plus pessimistes que leurs homologues du **secteur des services**, le solde entre les réponses «hausse de l'effectif» et «baisse de l'effectif» étant négatif. Ces résultats se doivent d'être quelque peu relativisés en raison, tout d'abord, de la part importante d'entreprises manufacturières qui estiment que l'emploi restera stable en 2013 (69,8 %), ce qui s'avère être le cas également pour les services (70,8 %). Dans le contexte d'incertitudes qui prévaut actuellement, et comme nous l'avons relevé *supra*, les entreprises semblent avoir des difficultés à cerner les évolutions futures en termes d'emploi. Ensuite, en ce qui concerne les entreprises qui estiment que leur effectif va se réduire en 2013, les pourcentages sont relativement proches pour les deux secteurs, à savoir 19 % (1 sur 5) dans le secteur manufacturier et 13 % (1 sur 8) dans les services.

L'analyse **sous-sectorielle** laisse à nouveau entrevoir un certain pessimisme au niveau de **l'industrie manufacturière**, où trois des quatre sous-secteurs analysés dans l'EES2013 font apparaître des prévisions négatives qui prévalent sur les prévisions positives. Tout comme pour les autres résultats déjà mis en évidence, la forte proportion d'entreprises prévoyant une stabilité de l'emploi en 2013 dans ce secteur doit être soulignée.

Dans les **services**, les entreprises du secteur financier (*code F «Intermédiation financière et activités auxiliaires, autres activités de services»*) se montrent les plus optimistes concernant l'évolution de l'emploi au sein de leur secteur, en 2013. Ce sont leurs anticipations qui induisent à la hausse celles de l'ensemble du secteur des services, les entreprises des deux autres sous-secteurs étant plus inquiètes.

Graphique 13: Evolution des soldes¹³ relatifs au chiffre d'affaires à l'exportation et des exportations de biens et services



Sources: STATEC, Comptes nationaux ; Projet de budget 2013 ; Prévisions d'automne de la Commission européenne ; Enquêtes Eurochambres ; calculs Chambre de Commerce.

¹³ Différences entre les réponses « en hausse » et les réponses « en baisse ».

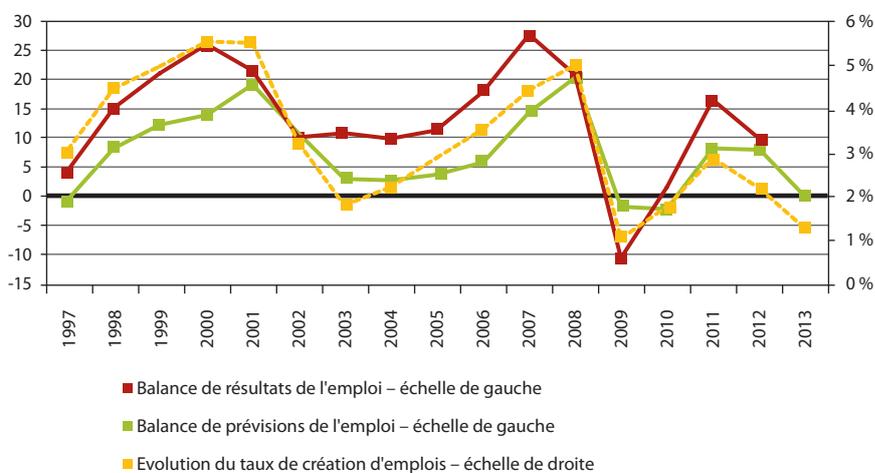
Les prévisions relatives à l'évolution de l'emploi varient selon la **taille des entreprises**. Au sein de l'économie, la stabilité des effectifs en 2013 est à nouveau la réponse plébiscitée par une majorité (parfois large) de chefs d'entreprises. Les entreprises comptant *entre 500 et 999 personnes* dérogent toutefois à cette règle, plus de 50 % d'entre elles pensant que leurs effectifs vont s'accroître.

Au vu du graphique 14, les anticipations des entreprises depuis 2010 apparaissent en accord avec la réalité économique. Si cela s'avère encore être le cas pour 2013, le taux de création d'emplois devrait connaître un nouvel essoufflement, ce qui aura, sans nul doute, des répercussions néfastes sur le modèle socio-économique luxembourgeois et sur l'évolution du chômage.

3.4. Investissements: les prévisions au plus bas depuis le lancement de l'enquête

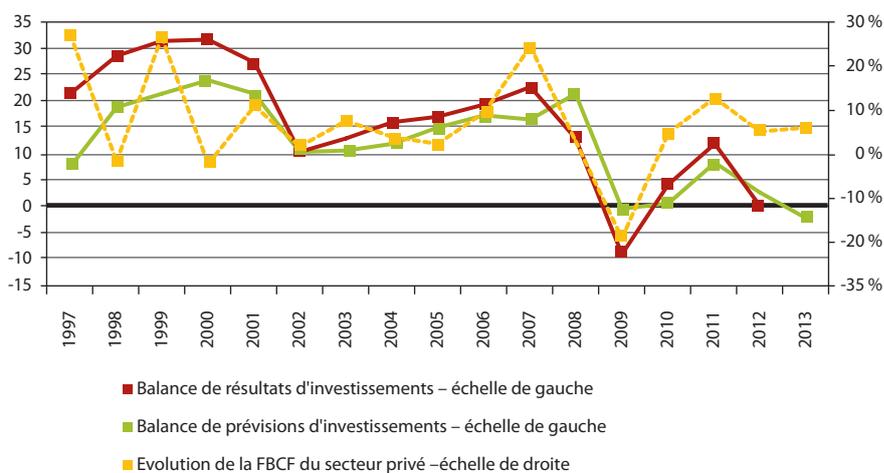
L'an dernier, il ressortait de l'EES2012 que seulement 20,1 % des entreprises avaient l'intention d'accroître leurs investissements en 2012, ce qui était en diminution par rapport aux années antérieures. Un an après, elles sont, en proportion, encore un peu moins à penser le faire en 2013 (17,3 %). En combinant ce taux de réponses «hausse des investissements prévue» (c'est-à-dire 17,3 %) avec le taux de réponse «baisse des investissements prévue» (à savoir 19,5 %), il apparaît un solde légèrement négatif pour l'économie, signe inquiétant pour l'avenir. Dans le **secteur manufacturier**, ce pessimisme est encore plus profond, tendance déjà observée pour les autres indicateurs de l'EES2013. Il faut toutefois noter que plus de 61,7 % des entreprises prévoient que leurs investissements resteront stables en 2013. Bien que ce pourcentage soit également important dans les **services** (63,8 %), les prévisions favorables (18,2 %) surpassent faiblement les défavorables (18,0 %). Notons qu'une stabilité des investissements rime plus avec un simple remplacement des anciens outils de production par des outils plus récents, mais guère avec un accroissement marginal de la capacité productive de l'économie. Rappelons, de surcroît, que la formation brute de capital fixe privée avait

Graphique 14: Evolution des soldes¹⁴ relatifs à l'emploi et du taux de création d'emplois



Sources: STATEC, Comptes nationaux; Projet de budget 2013; Enquêtes Eurochambres; calculs Chambre de Commerce.

Graphique 15: Evolution des soldes¹⁶ relatifs aux investissements et de la formation brute de capital fixe (FBCF) du secteur privé



Sources: AMECO, OCDE; Enquêtes Eurochambres; calculs Chambre de Commerce.

chuté pendant la crise et que, dès lors, une certaine stabilisation, et même une légère reprise, témoigne davantage d'un effet de rattrapage que d'une augmentation quantitative nette du stock de capital de l'économie luxembourgeoise, qui semble, de plus, s'arrêter au vu des résultats.

Concernant l'**analyse sectorielle**, il apparaît que les anticipations au sein de trois des quatre sous-secteurs de l'**industrie manufacturière** sous revue sont largement pessimistes, tan-

dis qu'un grand optimisme est affiché dans le **secteur G**, «Autres (exploitations minières, carrières et électricité, gaz et eau)», 44 % des entreprises interrogées prévoyant en effet une hausse de leurs investissements en 2013. Similairement, les prévisions s'avèrent relativement inquiétantes dans les **services** puisque dans deux des trois sous-secteurs (les secteurs D et E¹⁵), les firmes sont plus nombreuses à anticiper une baisse de leurs investissements qu'une

¹⁴ Différences entre les réponses «en hausse» et les réponses «en baisse».

¹⁵ Secteur D: «Vente en gros et détail, réparations, hôtels, restaurants»; secteur E: «Transport, entreposage et communication».

¹⁶ Différences entre les réponses «en hausse» et les réponses «en baisse».



hausse de ces derniers. Plus de 60 % d'entre elles estiment toutefois que leurs investissements resteront stables en 2013.

Eu égard à la prise en compte de la **taille des entreprises**, les *entreprises de moins de 99 personnes* du secteur des **services** prévoient une détérioration des investissements en 2013, les indicateurs nets¹⁷ de prévisions étant négatifs. Dans le **secteur industriel**, le pessimisme est largement de mise, seules les entreprises employant entre *50 et 99 personnes* ayant plébiscité davantage la réponse «hausse des investissements en 2013» que celle «baisse des investissements en 2013». La forte prédominance de la réponse «stabilité des investissements en 2013» ne peut toutefois être ignorée, ce taux atteignant par exemple 87 % au sein de l'économie totale pour les entreprises de *plus de 1.000 employés*.

En outre, il semble que les **entreprises qui exportent** s'attendent davantage à une reprise des investissements que celles qui n'interviennent que sur le seul marché national.

En raison de la crise économique et financière mondiale qui fait ressentir ses effets particulièrement en Europe, la croissance potentielle luxembourgeoise a été durablement touchée et tout investissement capable de renforcer le potentiel de croissance endogène est bénéfique à la genèse de nouvelles activités économiques, de nouveaux emplois et de nouvelles bases fiscales. Or, il subsiste de fortes incertitudes et une grande méfiance quant à l'évolution de l'environnement économique en 2013, ce qui freine fortement le dynamisme d'investissements, en particulier celui des entreprises industrielles. Les prévisions des chefs d'entreprises semblent relativement conformes à celles de la Commission européenne en termes d'orientation des évolutions (graphique 15). Particulièrement inquiétantes, les prévisions en termes d'investissements sont au plus bas depuis le lancement de l'enquête Eurochambres et sont inférieures à celles de 2009.

¹⁷ Les résultats nets correspondent à la différence entre le pourcentage d'entreprises ayant choisi la réponse «en hausse» et le pourcentage d'entreprises ayant répondu «en baisse».

Les tendances des entreprises luxembourgeoises en termes de commerce électronique

La Chambre de Commerce a choisi de sonder le degré d'utilisation du commerce électronique au Grand-Duché en insérant une question supplémentaire relative au recours des entreprises luxembourgeoises à ce type de commerce pour réaliser une partie de leur chiffre d'affaires.

• Utilisation du commerce électronique par les entreprises luxembourgeoises en 2012

Le recours au commerce électronique a légèrement diminué depuis l'enquête précédente au sein de l'**économie luxembourgeoise** puisque 15,6 % des entreprises déclarent réaliser une partie de leur chiffre d'affaires grâce à l'utilisation de ce type de commerce, contre 17,9 % dans l'EES2012. La proportion d'entreprises utilisant le commerce électronique retrouve donc sa tendance baissière, lente et continue, l'évolution positive n'ayant été que de très courte durée.

Les **entreprises de services** utilisent plus systématiquement ce type de canal économique et commercial (18,6 % par rapport à leurs **consœurs de l'industrie manufacturière** (9 %).

L'**analyse sous-sectorielle** montre que, dans le **secteur manufacturier**, les entreprises des *secteurs A* («Fabrication de produits métalliques, machines et matériel de transport») et *B* («Autres industries manufacturières») sont plus de 20 % à avoir recours au commerce électronique pour réaliser une partie de leur chiffre d'affaires, tout comme dans les **services**, au sein du *secteur D* «Vente en gros et détail, réparations, hôtels, restaurants». 15 % des entreprises du secteur financier interrogées utilisent également le commerce électronique pour leurs activités, ce pourcentage étant relativement stable depuis les deux précédentes enquêtes.

Parmi l'ensemble des entreprises, classées selon leur **taille en termes d'effectifs**, ce sont les grandes entreprises qui ont le plus fréquemment recours au commerce électronique: 33,3 % de firmes de *plus de 1.000 employés* déclarent l'utiliser ainsi que 61,7 % des entreprises comptant *entre 500 et 999 personnes*. S'il faut évidemment nuancer ces propos compte tenu de la taille de l'échantillon précité (8 entreprises interviewées de plus de 1.000 personnes et 7 entreprises entre 500 et 999 employés), il reste néanmoins que les grandes entreprises luxembourgeoises représentent un poids important de l'activité économique nationale et que, partant, leur avis eu égard à ce type d'enquête est primordial.

Il subsiste, semble-t-il, une différence entre les **entreprises qui exportent**, et qui sont 21,5 % à avoir recours au commerce électronique pour procéder à leurs opérations commerciales, et les entreprises qui écoulent leurs marchandises sur le **marché domestique**. Ces dernières sont en effet 12,8 % à indiquer avoir recours au commerce électronique dans leurs activités.

• Type de commerce électronique utilisé en 2012

Toutes entreprises confondues, il faut souligner un partage relativement équitable entre les deux formes de commerce électronique considérées ici, à savoir le «business to business (B2B)» et le «business to consumer (B2C)». En effet, 32,5 % des entreprises interrogées ont recours au B2B, 32,1 % au B2C et 35,4 % aux deux types de commerce électronique.

Au sein du **secteur manufacturier**, le B2B prévaut (41,9 %) mais les deux formes combinées sont également utilisées par 37,5 % des entreprises interrogées. Dans les **services**, la combinaison de deux types de commerce électronique domine (34,9 %) avec, cette fois, le B2C (34,7 %).

En distinguant les entreprises selon les **codes NACE**, il y a lieu d'observer que seul le *secteur D* «Vente en gros et détail, réparations, hôtels, restaurants» a recours de façon prépondérante au B2C, et dans une moindre mesure aux deux types de commerce électronique combinés. Quant au *secteur E* («Transport, entreposage et communication»), il est le seul où dominent les deux formes jointes.

• Prévisions en matière de recours au commerce électronique pour réaliser une part du chiffre d'affaires en 2013

S'agissant des prévisions pour 2013, 54,6 % des entreprises s'attendent à ce qu'une partie accrue de leur chiffre d'affaires soit réalisée grâce au commerce électronique tandis que 43,5 % d'entre elles estiment que le recours à ce type de commerce restera stable. Seulement 1,8 % des entreprises prévoient une baisse de son utilisation.

L'analyse des soldes **par code NACE** suggère de surcroît une utilisation accrue du commerce électronique, ou tout au moins une stabilisation, en 2013, tant du côté des entreprises industrielles que des services. En ce qui concerne les **sous-secteurs manufacturiers**, aucune firme interrogée ne prévoit une baisse du recours au commerce électro-

nique et plus de 60 % des entreprises des *secteurs B et C* anticipent un accroissement du recours du commerce électronique en 2013. **Le secteur des services** voit, quant à lui, deux de ses trois secteurs convaincus que le recours à ce type de commerce augmentera en 2013, à savoir les entreprises *de vente, de réparation et d'HORECA* (55,5 % du *secteur D*) ainsi que celles du *secteur financier* (59,9 % du *secteur F* choisissant la réponse «en hausse en 2013»). *Le secteur E* de la logistique au sens large reste prudent quant à l'utilisation accrue, ou non, du commerce électronique en 2013, puisque plus de la moitié des entreprises dudit secteur (exactement 51,3 %) tablent sur une stabilité. Le pourcentage d'entreprises prévoyant une hausse du recours à ce type de commerce est toutefois conséquent (39,7 %).

S'agissant de la distinction des entreprises selon leur **taille**, les entreprises comptant *entre 10 et 499 personnes* sont les plus optimistes puisque plus de la moitié d'entre elles prédisent une hausse du commerce électronique en 2013. Les entreprises de *plus 500 personnes* affichent une certaine prudence quant à l'avenir, plus de 58 % prévoyant une stabilité de l'utilisation du commerce électronique.

S'agissant de la distinction selon l'**orientation externe ou non des activités**, les résultats s'avèrent relativement similaires, les firmes dont *le Luxembourg constitue le seul marché* se montrant légèrement plus optimistes puisque 61,4 % d'entre elles prévoient une hausse du recours au commerce électronique en 2013, contre 46,1 % des *firmes exportatrices*. Une large part de ces deux types de firmes prévoit une certaine constance dans le recours au commerce électronique (51,8 % des entreprises qui exportent et 37,0 % des firmes qui n'exportent pas). ■

Méthodologie de l'enquête EES2013

L'Association des Chambres de Commerce et d'Industrie européennes, Eurochambres²⁰, a procédé cette année à la 20^e édition de son enquête annuelle sur la conjoncture européenne. Cette enquête qualitative est basée sur un questionnaire harmonisé qui est envoyé aux entreprises européennes.

La reconduction annuelle de cette étude auprès du même panel d'entreprises permet de mettre en évidence les changements intervenus d'une année à l'autre. Comme l'enquête est réalisée dans tous les pays de l'Union européenne²¹ (ainsi qu'en Croatie, au Monténégro, en Serbie et en Turquie), ses résultats permettent des comparaisons européennes.

La Chambre de Commerce réalise l'enquête Eurochambres 2013 au Grand-Duché de Luxembourg, en collaboration avec TNS-Ilres qui a effectué la collecte des données par téléphone au cours des 1^{re} et 2^e semaines d'octobre 2012.

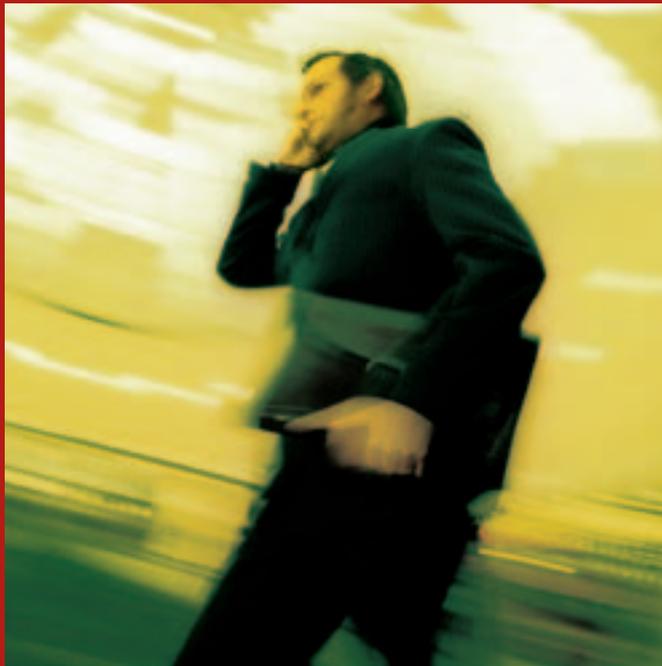
Le panel de départ comptait 1.131 entreprises du secteur industriel et manufacturier ainsi que du secteur des services. Les entreprises interrogées sont réparties selon la nomenclature européenne NACE-REV2. Sept catégories d'activités sont répertoriées au sein des deux secteurs, industriel et manufacturier d'une part (codes A, B, C et G) et des services, d'autre part (codes D, E et F).

■ Tableau 2: Catégories répertoriées au sein des deux secteurs (industriel et manufacturier, d'une part, et des services, d'autre part)

Secteur industriel et manufacturier	Secteur des services
A : « Fabrication de produits métalliques, machines et matériel de transport »	D : « Vente en gros et détail, réparations, hôtels, restaurants »
B : « Autres industries manufacturières »	E : « Transport, entreposage et communication »
C : « Construction »	F : « Intermédiation financière et activités auxiliaires, autres activités de services »
G : « Autres (exploitations minières, carrières et électricité, gaz et eau) »	

²⁰ Eurochambres regroupe 45 Chambres de Commerce et d'Industrie nationales et 2.000 régionales et locales. Elle représente quelque 20 millions d'entreprises en Europe. La mission de l'association, qui a son siège à Bruxelles, est de défendre les intérêts des milieux d'affaires européens et de promouvoir et de renforcer les relations et la collaboration entre les Chambres de Commerce européennes (www.eurochambres.eu).

²¹ Les entreprises de 22 pays de l'Union européenne (Autriche, Belgique, Bulgarie, Chypre, République Tchèque, Danemark, Estonie, Finlande, Allemagne, Hongrie, Italie, Lettonie, Luxembourg, Malte, Pays-Bas, Pologne, Portugal, Roumanie, Slovaquie, Slovénie, Espagne, Suède) ainsi que de la Croatie, du Monténégro, de la Serbie et de la Turquie, ont été interrogées.



Sur l'ensemble des entreprises interrogées, 778 ont répondu au questionnaire (ce qui représente un taux de réponse de 68,8 %, en hausse par rapport au taux de 62,7 % dans l'édition précédente EES2012), dont 271 du secteur industriel et manufacturier (34,8 %) et 507 entreprises représentant le secteur des services (65,2 %). L'échantillon, qui inclut les entreprises d'au moins 10 salariés²², est donc représentatif de tous les secteurs de l'économie luxembourgeoise, exception faite de l'agriculture, de la santé et de l'administration.

L'économie du Luxembourg se compose principalement de petites et moyennes entreprises. Afin de donner une image représentative de l'économie luxembourgeoise, les résultats ont été pondérés et sont ainsi supposés s'appliquer à toute société luxembourgeoise correspondant aux critères de l'étude.

Les résultats de l'enquête 2013 peuvent être consultés sur le site d'Eurochambres (www.eurochambres.eu).



²² Ainsi, l'étude exclut les micro-entreprises de moins de 10 salariés.

Envie d'aller
encore plus haut ?

Vous cherchez la performance et vous voulez atteindre des objectifs ambitieux ? Analyser, encadrer et soutenir sont les principales missions de la Chambre de Commerce. Elle joue le rôle de partenaire et donne aux entreprises l'assistance nécessaire pour pouvoir s'affirmer sur le marché national, régional ou mondial. La Chambre de Commerce propose ses infrastructures et ses services pour simplifier la vie des entreprises et leur ouvre la voie vers l'innovation et le développement durable.

Chambre de Commerce
7, rue Alcide de Gasperi
Luxembourg-Kirchberg
+352 42 39 39 - 1
chamcom@cc.lu
www.cc.lu

